

CZU: 94(470+498)1918/1940

SUR LE DNIESTR PAISIBLE. VIE ET MORT À LA FRONTIÈRE ENTRE LA ROUMANIE ET L'UNION SOVIÉTIQUE, 1918-1940

Alexandru-Murad MIRONOV

Universitatea din București, România

PE NISTRUL PAȘNIC. VIAȚA ȘI MOARTEA LA FRONTIERA DINTRE ROMÂNIA ȘI UNIUNEA SOVIETICĂ, 1918-1940

Prezentul studiu constituie o încercare de a prezenta realitățile stabilite la granița pe r. Nistru între anii 1918 și 1940. Am apreciat această graniță din perspectiva umană și cea imaginară. Această regiune a suferit schimbări majore în perioada de final a Primului război mondial. Agravarea relațiilor politice dintre România și tânărul stat sovietic a dus la stoparea oricăror legături între cele două părți nu doar din punct de vedere oficial, dar și din perspectivă cotidiană. Locuitorii s-au aflat în imposibilitatea de a comunica cu vecinii, deseori și cu părinții lor. În pofida trecerii timpului, un fel de inerție a memoriei vechii comunități unitare a continuat să existe. După cum a menționat Anssi Paasi în articolul său publicat în volumul *Contested Territory. Border Disputes at the Edge of the Former Soviet Empire, Studies of Communism in Transition*, „generațiile care au experiența comunității lor vechi, la stabilirea unei noi frontiere [...] pot păstra în continuare amintirile vechii comunități ca parte a identității lor teritoriale”. („the generations which have experienced their old community, the establishment of a new border [...] may still keep the memories of the old community as part of their territorial identity”).

Cuvinte-cheie: *Uniunea Sovietică, România, frontiere, Nistru, refugiați, agență.*

ON THE PEACEFUL DNIESTER. LIFE AND DEATH AT THE BORDER BETWEEN ROMANIA AND THE SOVIET UNION, 1918-1940

This research attempts to present the realities established at the Dniester border between 1918-1940. I appreciated this border from the human and imaginary perspectives. This region underwent major changes during the end of the First World War. The aggravation of political relations between Romania and the young Soviet state led to the suspension of any links between the two sides not only from the official point of view, but also from the everyday perspective. Residents were unable to communicate with their neighbors, often with their parents. Despite the passage of time, some kind of inertia of the memory of the old unitary community continued to exist. As Anssi Paasi mentioned in his article published in the volume *Contested Territory. Border Disputes at the Edge of the Former Soviet Empire, Studies of Communism in Transition*, „the generations which have experienced their old community, the establishment of a new border [...] may still keep the memories of the old community as part of their territorial identity”.

Keywords: *Soviet Union, Romania, borders, Dniester, refugees, agency.*

Définir la frontière de l'est de la Grande Roumanie peut s'avérer une démarche difficile¹.

Pourtant, à la différence des autres frontières de l'Etat roumain, y compris celle du sud, qui se ressemblaient du point de vue de leur réalité géographique, le Dniestr séparait non seulement deux pays mais aussi deux mondes distincts. Les relations entre les deux rives avaient été tout aussi étroites (même plus étroites, pourrait-on dire) que dans la Vallée du Danube, sauf qu'elles avaient évolué dans des directions totalement différentes, en raison de la situation politique. Dans tous les autres cas, même si les relations officielles étaient parfois tendues, il y avait des échanges réciproques, un trafic local et une certaine coopération.

De ce point de vue, le Dniestr n'était pas un fleuve-par définition destiné à faciliter la communication et les relations interhumaines-mais un vrai mur impénétrable. Avant la Première Guerre mondiale, il y avait eu des voies de communication, des ponts ferroviaires, des routes qui traversaient le fleuve dont les rives se trouvaient dans le même pays, l'Empire Russe. A partir de 1918, on a coupé tour à tour tous ces liens, on a détruit les chemins et toutes les relations ont cessé. Pendant des années entières, les traces de la voie ferrée Odessa-Cetatea Albă pouvaient être encore observées dans l'île Carolina. Le dernier pont, celui de Tighina-Tiraspol, a

¹ Cette étude a été publiée dans une version étendue dans le volume coordonnée par Romanița Constantinescu [1 p.67-92]. Voir aussi la version anglaise [2 p.32-58].

été détoné en 1919 par les troupes ukrainiennes de Simion Petlioura, pendant leur retrait en Roumanie [3, f.73.]. On le fera restaurer en 1935, lorsque Bucarest et Moscou allaient renouer leurs relations diplomatiques.

Cela rendait impossible tout contact entre les habitants d'une rive et de l'autre. Il n'y avait pas de communications postales, ni télégraphiques ni téléphoniques [4, p.7-18].

Normalement, les frontières des pays sont traversées par les gens, les marchandises, etc. Mais comme dans ce cas une situation normale était d'emblée exclue, on pourrait conclure que la frontière était impénétrable. Cette étude essaie, au contraire, de présenter les cas où les gens ont pu passer «au-delà» et inversement, de même que leurs motivations. En même temps, en mettant en vedette quelques aspects de la vie quotidienne sur la rive roumaine, tels qu'ils ont été surpris dans les archives, on cherchera à éclaircir la situation de ce moment historique. La plupart des informations proviennent de quelques sources archivistiques tirées des fonds des Archives Nationales Historiques Centrales: L'Inspectorat Général de la Gendarmerie (Central), Direction Générale de la Police, La présidence du Conseil des Ministres-le Service Secret d'Informations, les Archives historiques du Comité Central du Parti Communiste Roumain-les Dossiers personnels des combattants antifascistes.

En ce qui concerne les anciennes archives historiques du Comité Central (C.C) du Parti communiste roumain (PCR), elles sont intéressantes car on y trouve les anciens dossiers de poursuite des ceux qui étaient considérés comme suspects par la Siguranța, et dont beaucoup avaient des orientations manifestes d'extrême-gauche. C'est là qu'on a réuni à la fois des notes de la police et différents documents témoignant de l'activité pro-soviétique de certains de ces «antifascistes». Plus encore, ceux-ci portaient souvent dans l'Union Soviétique utilisant le Dniestr comme voie de passage, malgré le danger supposé par de telles épreuves.

Ils ne sont pas les seuls à vouloir passer sur ce qu'on pourrait appeler «l'autre rive», dans les deux sens du terme. Beaucoup de gens de l'U.R.S.S. essayent d'échapper à l'emprise du régime communiste en cherchant refuge dans ce qui était pour eux une version de l'Occident proche-la Roumanie passant pour un pays libre. Inversement, beaucoup de citoyens roumains tentaient leur chance de l'autre côté, car on leur faisait miroiter les avantages d'un pays socialiste où l'exploitation n'existait pas.

Il y avait aussi le groupe de ceux qu'on envoyait en mission sur l'autre rive. De ce point de vue, les services soviétiques de sécurité ont eu des concurrents redoutables dans leurs homologues roumains, le passage se faisant dans les deux sens. Quelle que soit la difficulté de prouver de tels cas, les archives ont gardé des documents probants. Dans la première catégorie, celle des gens qui s'approchent dangereusement de la frontière, on trouve des réfugiés, des transfuges et des agents. Il n'y a pas eu des voyageurs au sens touristique-car c'était illégal-mais des *transfrontaliers*, c'est-à-dire des personnes qui traversent une frontière.

Dans la deuxième grande catégorie, on trouve des *habitants locaux* qui ont leur propre rapport à la frontière. Comme nous l'avons déjà affirmé, ceux-ci ont constaté avec surprise qu'ils se trouvaient dans des pays différents. Dans beaucoup de cas, de l'autre côté du fleuve il y avait non seulement des amis mais aussi des parents. Les voisins les regardaient avec curiosité, ou en éprouvant de la nostalgie, etc. Les Soviétiques ont mis à profit avec habileté ces tendances, en faisant de leur rive une sorte d'étalage de leurs exploits. La création en 1924 de la République Autonome Soviétique Socialiste Moldave dans le cadre de la R.S.S. d'Ukraine hante encore une partie du paysage politique de Kishnev.

Passer la frontière

En essayant de donner l'image la plus claire possible des comportements liés à la frontière, on découvre trois catégories de personnes:

1. *Les réfugiés* étaient ceux qui essayaient de quitter la «patrie du prolétariat» pour aller vivre en Roumanie. Nous allons utiliser ce terme dans un sens plutôt positif car, mis à part les tares du régime politique de la Grande Roumanie, celui-ci faisait cependant régner la loi. Bref,les réfugiés cherchaient un monde meilleur.

2. *Les transfuges* étaient les communistes mais aussi toutes sortes d'idéalistes, de mécontents etc. qui quittaient la Roumanie pour s'installer dans l'U.R.S.S. Une partie d'entre eux étaient des naïfs, pourtant beaucoup étaient d'une qualité humaine et morale douteuse. C'est pourquoi le concept est doté d'un contenu négatif plus marqué. Nous préférons ce qualificatif en l'utilisant strictement dans le sens où les autorités communistes allaient l'employer des années plus tard pour nommer des citoyens de leur propre patrie qui avaient fui à l'étranger. Les transfuges étaient considérés par les communistes comme des traîtres, ce qu'ils n'étaient pas du tout en général. Dans notre cas, on peut confirmer que les transfuges dans l'URSS étaient souvent des traîtres, donc cette définition calomniatrice est partiellement vraie en ce qui les concerne.

3. *Les agents* étaient chargés d'une mission quelconque ou bien ils étaient aidés par les autorités à passer la frontière. Quoique assez rares, vu leur caractère discret, ces cas, on les rencontre des deux côtés et peuvent être prouvés par des documents d'archives. Les plus intéressants étaient ceux qui concernaient les agents envoyés en mission pas les institutions roumaines de spécialité.

En nous référant d'abord aux réfugiés, l'image la plus expressive qu'on en ait gardée, d'après nous, est due à l'écrivain Gib.I. Mihăescu et à son roman *Rusoaica (La Femme russe)*, paru en 1935. Roman du refuge mais aussi de la frontière, ce livre présente l'époque qui suivit l'union de la Bessarabie avec la Roumanie, probablement au début des années '20, lorsque la province était encore considérée zone militaire et que l'armée y exerçait l'autorité de l'ordre public. En fait, à Kishnev, pendant l'entre-deux-guerres, on n'a jamais levé le siège, malgré tous les abus provoqués par cette situation. Le commandement du troisième Corps d'armée avait des tâches juridiques étendues qui limitaient la liberté de la presse, celle des réunions mais aussi l'exercice des droits civils.

La Femme russe surprend la période de la guerre civile russe avec les premières années qui suivent lorsque l'intervention de l'Armée Rouge passait pour inévitable. Au fur et à mesure que la guerre civile s'aggravait et que le pouvoir soviétique devenait plus stable, des vagues de réfugiés ont essayé de traverser le Dniestr pour arriver en Roumanie, nourrissant l'espoir d'échapper aux rudes conditions de leur pays. Quoiqu'en Roumanie il y eût encore en vigueur les dispositions légales datant depuis la Constitution de 1866, et en vertu desquelles les réfugiés politiques jouissaient de protection et ne pouvaient être extradés dans leurs pays d'origine, ces dispositions n'étaient plus appliquées de fait. Avec une cruauté difficile à comprendre mais qui s'expliquait par les craintes envers la propagande communiste, ceux qui risquaient leur vie pour fuir l'U.R.S.S. étaient dans le meilleur des cas, arrêtés et déférés aux tribunaux sous l'accusation d'avoir traversé la frontière frauduleusement. Le plus souvent, ils étaient forcés à retourner sur la rive soviétique.

La fuite massive

Il est difficile de donner un chiffre exact des passages de la frontière pendant ces années difficiles en l'absence des données précises détenues par le Corps des Gardes-Frontières, dont les archives nous ont été inaccessibles. Parfois certaines informations nous parviennent des rapports et des notes de la police, de la Siguranța et de la gendarmerie. Nous y sommes puisés en essayant de réaliser une dynamique du phénomène. L'information la plus ancienne qu'on détienne date de février 1931, l'Inspectorat Régional de Police de Bessarabie signalant, entre le 6 et le 17 février, 21 cas de passages illégaux de la frontière, de l'U.R.S.S. en Roumanie. La même institution précisait que, pour la nuit du 18 au 19 février 1931 seulement, on avait signalé 13 nouveaux cas [5, f. 10 et 14.], chiffre qui pourrait indiquer une fréquence élevée. Une année plus tard, l'habituel rapport bimensuel de la Préfecture du département de Orhei soulignait que, seulement dans ce département, entre le 1er et le 15 mars 1932, non moins de 51 personnes s'étaient réfugiées sur la rive droite du Dniestr. Alors que dans l'U.R.S.S. s'en étaient réfugiés six. Immédiatement après, dans le même endroit, on allait rapporter l'existence de 50 nouveaux réfugiés [6, f. 94 et 100 verso]. Toujours entre le 16 et le 31 mars 1932, la préfecture du département voisin, Tighina, dressait un tableau effrayant comptant 120 réfugiés, dont sept étaient morts pendant cette épreuve, alors que d'autres avaient été blessés. Parmi ceux qui s'étaient enfuis en Roumanie il y avait aussi un garde-frontière déserteur [7, f.42] soviétique, situation assez rare à l'époque, vu le contrôle rude exercé par le parti communiste sur les employés des institutions de l'Etat soviétique, surtout dans le cas des celles qui étaient chargées de la sécurité.

L'inspectorat Régional de Police remplissait le tableau de nouvelles données selon lesquelles, pendant le mois de juin de l'année en question, dans le département de Cetatea Albă, 33 réfugiés avaient pénétré (donc par le Liman du Dniestr), alors que de 8 au 21 juin seulement, dans le département mentionné plus haut, Tighina, 38 personnes avaient franchi la frontière en quittant l'U.R.S.S. [8, f.364]. D'ailleurs, le même département faisait l'objet d'une note de la Direction Générale de la Police, datée le 22 octobre 1932: à partir du début de cette année jusqu'au mois d'octobre, dans ce département on avait enregistré 740 cas de refuge [9, f.73]! Ce chiffre tellement important est confirmé aussi par une *Etude sur les infractions commises en milieu rural pendant le mois de décembre et les mois précédents de l'année 1932 (Studiu asupra infracțiunilor petrecute pe teritoriul rural în cursul lunii decembrie și lunilor anterioare, din cursul anului 1932)*. Dans cette étude on avait répertorié 639 passages frauduleux de la frontière, au niveau national, chiffre dépassé par une seule catégorie des 12 types de délits qui «intéressaient particulièrement l'ordre public» – il s'agit des outrages et des violences visant les forces de l'ordre, en nombre de 873 [10, f.26]. Pour le mois de juin 1933, on peut fournir une statistique réalisée par l'Inspectorat Régional de Police[11, f.187-188]:

Département de Tighina	32 réfugiés en Roumanie
Département de Hotin	3 réfugiés en Roumanie
Département de Orhei	20 réfugiés en Roumanie
Département de Cetatea Albă	11 réfugiés en Roumanie

En 1934, les données montrent des modifications sensibles. Sans en connaître exactement le nombre, les cas de passage de la frontière étaient encore assez nombreux pendant le mois de juin de cette année et ils concernaient surtout des réfugiés en Roumanie [12, f.162]. Le mois suivant cependant, le Dniestr s'est déversé et les tentatives de passage sont devenues moins nombreuses jusqu'à disparaître, mais dans ce cas, les informations sont contradictoires: le même dossier du Fonds de la Direction Générale de la Police affirme qu'il n'y avait eu aucune infraction de ce type, pour fournir ensuite une information contraire selon laquelle on en avait enregistré quand même quatre, tous concernant des réfugiés en Roumanie [13, f.139 verso et 239]. Quelle que soit la vérité, il faut retenir que ce chiffre était, tout compte fait, insignifiant.

L'année 1935 marque un changement essentiel, au moins pour ce qui est des informations que nous détenons. Si avant cette année, les rapports et les notes informatives sont truffés de données sur les réfugiés en Roumanie – ce qui s'explique par l'existence des organes spécialisés qui s'occupaient des transfuges –, maintenant les informations liées à ceux qui fuyaient la Roumanie pour s'installer dans l'Union Soviétique sont plus nombreuses. Ainsi, l'Inspectorat Régional de Police de Bessarabie signalait 13 cas de tentative de fuite et de fuite dans l'U.R.S.S., pour le mois d'août 1935 seulement. Dont sept étaient des soldats, déserteurs de l'armée roumaine [14, f.104-105].

Pendant le mois de juillet 1936 on avait enregistré 12 cas de passages illégaux du Dniestr, de la rive droite à la rive gauche; dont l'un a été découvert, deux étaient en fait des citoyens soviétiques, trois, des soldats roumains, (tous très jeunes) et parmi eux il y avait aussi 4 femmes. Toujours à cette époque les Soviétiques ont rapatrié 12 personnes, dont un Tchèque et une famille à trois enfants. En Roumanie on a enregistré un seul réfugié illégal [15, f.302-303]. Le mois suivant, les gendarmes allaient signaler l'existence d'un seul réfugié provenant de l'U.R.S.S., mais aussi 13 cas de transfuges de Roumanie dont deux ont été retenus et un autre abattu à coups de fusil [16, f.194].

La réduction visible des cas est mise en évidence aussi par les conclusions annuelles de l'activité effectuée par la Légion de gendarmes de Tighina, pendant l'année 1936. Si dans ce département on était habitué à une importante activité illégale menée à la frontière, cette fois-ci on signalait qu'il n'y avait eu aucun transfuge dans l'Union Soviétique et on avait enregistré seulement deux cas de réfugiés pour toute l'année [17, f.74]. Il faut rappeler que le passage légal de la frontière avait repris pendant 1935 et qu'il se déroulait par Tighina et Tiraspol, donc les mesures de surveillance s'étaient endurcies. Les données quantitatives enregistrées par la Légion de gendarmes de Soroca montrent que dans ce département 821 personnes étaient arrivées de l'U.R.S.S., entre 1924 et 1936. En revanche, 83 personnes avaient quitté le même lieu pour des destinations différentes, entre 1930 et 1935 [18, f.19-24]. Toujours dans la même année, on constate que sur le territoire de la commune Talmaz, du département de Tighina, 307 «individus avaient franchi frauduleusement la frontière en quittant la Russie Soviétique» [19, f.262.]. En février 1937, dans la province située entre le Prout et le Dniestr, on signale 14 transfuges et 3 réfugiés. Dans la première catégorie, on avait enregistré deux tentatives de fuite sur la rive gauche et le cas d'«un gendarme ivre qui a oublié son chemin en passant le Dniestr glacé.» L'un des réfugiés avait déclaré qu'il était venu en Roumanie «chassé par la misère communiste» [20, f.105, 107-111, 115 et 120]. La gendarmerie donnait des chiffres contradictoires dans le rapport mensuel national. On y trouve, pour le même mois de l'année 1937, un chiffre de 38 transfuges dans l'U.R.S.S., cinq pour la Bulgarie et encore un pour la Hongrie. Quant aux réfugiés, le document en mentionne neuf pour l'Union Soviétique, huit pour la Bulgarie, quatre pour la Hongrie et toujours quatre pour la Tchécoslovaquie [21, f.42].

En avril 1937, 39 personnes avaient pénétré illégalement en Roumanie par toutes les frontières: deux provenaient de Pologne, 15 de Bulgarie, deux de Yougoslavie, 15 de Hongrie et cinq de Tchécoslovaquie; si quatre Roumains s'étaient réfugiés chez les voisins (dont l'un dans l'U.R.S.S. et trois en Bulgarie [22, f.74-75]). En fait, une fois arrivé là, on ne pouvait plus quitter l'Union Soviétique. En revanche, la situation n'était pas la même en Roumanie. Une statistique générale sur le même mois donnait des chiffres exacts: 22 personnes provenant d'autres pays étaient arrivées en Roumanie dont l'une de Pologne, deux de l'U.R.S.S., huit de Bulgarie, cinq de Yougoslavie, six de Hongrie; alors que 19 en étaient parties de Roumanie pour les pays voisins (dont 17 pour l'U.R.S.S. et deux pour la Hongrie [23, f.21]).

Un rapport de la Siguranța dtant de septembre 1938 retient les informations fournies par un garde-frontière soviétique qui avait déserté en Roumanie. Après avoir décrit le système complexe de surveillance mis en place sur la rive gauche, et qui se poursuivait sur presque 50 km à l'intérieur du pays, le déserteur affirmait qu'en 1937, 23 personnes provenant de Roumanie étaient arrivées sur son ancien secteur de patrouillage et en 1938 encore dix. Il rajoutait avoir pris la fuite en raison de son travail difficile mais aussi du manque de prêtres et d'offices religieux [24, f.2-3 verso]. Les chiffres réduits peuvent être confirmés par d'autres sources aussi, qui tout en offrant des informations différentes [25, f.88], gardent l'idée essentielle – le nombre des cas avaient considérablement diminué.

En janvier 1939, dix personnes avaient pris la fuite dans l'U.R.S.S., dont six garde-frontières. Il y a eu très peu de cas dans les trois mois suivants [26, f.10-11]. Dans l'année où a éclaté la Seconde Guerre Mondiale, au début de l'été, 27 personnes avaient quitté la Roumanie pour la Bulgarie, et un nombre assez important pour la Hongrie à la seule différence que dans le dernier cas, la réciproque aussi était valable. 13 citoyens roumains avaient illégalement franchi la frontière alors que deux s'y étaient réfugiées [27, f.42-47].

Le général Ioan Bengliu, le chef de l'institution qu'on vient de mentionner, allait constater, en octobre 1939, que les passages illégaux de la frontière avaient acquis la dimension d'un phénomène de masse, mais qu'ils concernaient seulement la frontière ouest: „Les espions et les traîtres entrent et sortent du pays, en se moquant de l'incapacité et du manque de vigilance de ces organes [de contrôle]” [28, f.53]. Par la suite, la situation allait s'aggraver. Juste quelques semaines après avoir cédé la Bessarabie et la Bucovine du Nord, dans un seul jour, et seulement dans le département de Hotin, cinq garçons âgés de 12 à 18 ans prenaient la fuite. «Les transfuges ont des parents pauvres qui ne peuvent plus rien dire aux enfants de peur qu'il ne fuient en Russie.» [29, f.24].

Mais la fréquence des passages frauduleux de la frontière va changer radicalement avec l'éclatement de la Seconde Guerre mondiale. Quoique la Roumanie n'ait pas été pays belligérant dès le début (septembre 1939), l'attaque de la Pologne et l'occupation des régions de l'est de celle-ci à la fin du même mois ont mené au prolongement de la frontière avec l'U.R.S.S. Plus encore, comme il était prévisible, les habitants de l'ancien territoire polonais ont décidé qu'il était préférable de s'enfuir en Roumanie que de se soumettre à la nouvelle administration [30, p.27-38]. L'étude de cette période (septembre 1939 – juin 1939) montre que la fuite dans l'U.R.S.S. ressemblait de plus en plus à un phénomène de masse mais le refuge dans l'U.R.S.S. était devenu un phénomène important lui aussi. Si, en ce qui concerne les personnes qui partaient de l'autre côté du Dniestr, on peut affirmer qu'ils étaient issus des milieux sociaux assez modestes, les réfugiés appartenaient aux catégories les plus diverses: des gens instruits ou non, des paysans et des ouvriers, d'habitude des jeunes hommes, d'ethnies diverses-Polonais, Ukrainiens, Juifs [31, p.30].

En essayant de tirer une conclusion préliminaire, on constate que pendant l'entre-deux-guerres, il y a eu trois vagues de réfugiés/transfuges/de ou dans l'U.R.S.S. Toutes les trois s'expliquent par des événements internes qui ont eu lieu dans l'Union Soviétique.

A la première vague correspondraient les événements racontés dans le roman *La Femme russe* de Gib I. Mihăescu, il s'agit plus exactement du refuge massif de l'ancien empire, sur fond de la guerre civile et d'une surveillance précaire de la frontière soviétique, le pouvoir soviétique étant faible. Ce moment de début va de 1918 à 1924/1925.

Il suivit une période de relative tranquillité, parce que le régime communiste avait adopté la Nouvelle Politique Economique, en affaiblissant son contrôle sur la société soviétique. Cette période finit à la fin des années '20, lorsque I.V. Stalin décide de façon définitive de succéder au pouvoir à V.I. Lenin et d'entamer le processus d'industrialisation forcée en faisant adopter le premier plan quinquennal. Ce processus a eu comme corollaire la collectivisation qui a déclenché le premier grand génocide communiste, contre les paysans. L'une des régions les plus affectées de l'U.R.S.S. a été la R.S.S. Ukrainienne, ravagée d'ailleurs par l'une des plus affreuses famines menant à la mort d'environ cinq millions de gens, selon Robert Conquest [32, p.306]. Ces événements ont déclenché une nouvelle vague de réfugiés en Roumanie. Des familles entières prenaient la fuite, en essayant d'échapper à la famine et à la répression. La période qui correspond à la deuxième vague de réfugiés est comprise entre 1930-1934. La situation était tellement grave que les autorités soviétiques ont décidé la construction sur la rive gauche du Dniestr d'une grille de fil de fer barbelé haute de deux mètres [33, f.24].

A partir du milieu de la quatrième décennie, la situation sur le Dniestr est devenue plus stable, partiellement, d'abord grâce à la reprise des relations diplomatiques entre Bucarest et Moscou suivies aussi par le rétablissement des communications ferroviaires, postales, télégraphiques, etc. [34, p.60-64]. En même temps, le Kremlin a décidé de renforcer la frontière occidentale, ce qui a rendu presque impossible son passage.

La fuite dans l'U.R.S.S., phénomène constant pendant les deux décennies auxquelles nous faisons référence, s'accroît encore plus vers la fin de cette période. Sans aucun doute, le mirage de l'égalité et la propagande agressive étaient de plus en plus visibles. Lucian Boia va définir ainsi cette tendance: «le mythe de l'égalité véhiculé par le [régime communiste] (mythe qu'il a aussi mis en pratique dans une certaine mesure) définit [...] une tendance irrésistible de l'imaginaire politique et social» [35, p.98]. L'une des raisons en est peut-être l'absence d'une extrême-gauche roumaine viable dans un monde qui accueillait toutes les formes possibles d'extrémisme. Ensuite, vu le grand nombre de minoritaires [36, p.61, 69-70, 156-158] se trouvant parmi ceux qui choisissaient cette forme de protestation contre le national-centralisme pratiqué par la Grande Roumanie, car c'est ce dont il s'agit, on peut penser également que ceux-ci espéraient trouver dans l'U.R.S.S. le monde rêvé longtemps.

Ainsi, la troisième vague de la fuite au-delà du Dniestr apporte un équilibre entre les deux directions, car on peut prouver, pour cette période aussi, l'existence d'un grand nombre de réfugiés qui arrivaient de l'ancienne Pologne, donc par une frontière où le contrôle soviétique n'était pas encore assez vigoureux.

En fait, le phénomène du passage du Dniestr a été constant. Les trois vagues ne sont que le résultat de l'aggravation des tendances permanentes. En mai 1936, les gendarmes constataient que «parfois les garde-frontières tirent des coups de feu sur un citoyen ou un courrier soviétique qui tentent de franchir le Dniestr ou ils les arrêtent mais, le plus souvent, l'opération clandestine fait mouche» [37, f.52]. On peut même établir un graphique de la variation des passages frauduleux. La statistique de l'*Etude sur les infractions commises en milieu rural pendant le mois de décembre et les mois précédents de l'année 1932*, mentionnée plus haut, est importante aussi d'un autre point de vue. Elle offre l'image de la dynamique saisonnière de ce phénomène. Ainsi, il se caractérisait par deux sommets: le premier en hiver (janvier, février et mars avec 95, 132 et respectivement, 63 cas) et le second en été (juin, juillet avec 119, respectivement 60 cas). Dans les autres mois, on en comptait environ 20 [38, f.26]. L'hiver, on traversait le Dniestr sur la glace et l'été à la nage.

Méthodes de refuge

Comment traversait-on le Dniestr? A pied c'était impossible car il est d'habitude trop profond. Lorsqu'il était glacé, c'était simple. C'était tout aussi simple pour ceux qui jouissaient d'une bonne condition physique pour la natation. Mais la plupart préféraient la première méthode. Là il faut faire une distinction. L'hiver, on passait depuis la rive gauche en traîneau ou en voiture [39, f.7], et il fallait le faire en vitesse, en affrontant les coups de feu des garde-frontières, soviétiques et roumains: «Le 4 mars [1932], entre 15.30 et 16, un traîneau transportant quelques personnes a descendu la rive du Dniestr devant la ville de Tiraspol, se dirigeant, au grand galop, vers le village de Chițcani. Les soldats bolchéviques l'ont poursuivi en tirant des coups de feu, et lorsque le traîneau a gagné la rive roumaine, les chevaux sont tombés sous les coups de feu des bolchéviques alors que les gens en sont sortis sains et saufs. Peu après, un autre traîneau est apparu, venant de la même direction; devant affronter les balles des soldats bolchéviques, a perdu un de ses chevaux au milieu du chemin ne pouvant plus avancer vers la rive roumaine. Ceux qui se trouvaient dans le traîneau sont descendus et ont réussi à gagner le territoire roumain sauf une femme et un enfant qui sont restés dans le traîneau cachés dans un tonneau. [...] On faisait de efforts pour les sauver» [40, f.22].

En été on pouvait utiliser des improvisations: les réfugiés s'accrochaient à des objets en caoutchouc. Sur la rive soviétique, il était impossible de se procurer quelque embarcation. Si cela arrivait, il s'agissait sans aucun doute d'agents: «Ce cadavre appartient au batelier soviétique tué par nos garde-frontières dans la nuit de 23 avril [1933], le même jour où l'on a tué par balle le courrier Belî Filimon, dont le cadavre fut pêché le 23 mai» [41, f.47 et 52].

La situation était tout autre sur la rive roumaine. Le héros principal du roman *La Femme russe* a un ennemi, Serghe Bălan, qui est aussi son rival en amour. Celui-ci était le contrebandier type. Parfois il guidait les personnes intéressées. En effet, sur la rive droite on pouvait obtenir des barques pour traverser le Dniestr. C'était dangereux mais l'ingéniosité et la corruption pouvaient tout résoudre. «Le maire même de la commune [Talmaz, du département de Tighina], nommé Haralambie Luchian, s'occupe, paraît-il, de la formation d'un réseau fort sur la rive droite du Dniestr afin de faciliter les passages frauduleux» [42, f.220]. Et dans la commune

Vășcăuți, du département de Sorocea, le chef du poste de gendarmes était soupçonné d'espionnage et d'avoir protégé ceux qui s'enfuyaient dans l'Union Soviétique. Il y a même une carte des itinéraires qu'il fallait emprunter pour passer à l'autre rive. [43, f.61-62] Par exemple, pour planifier le passage de quatre personnes de la ville de Tchernivtsi, Avram Veisburg de Hotin a reçu 8 000 lei, donc 2 000 pour chaque transfuge [44, f.25]. Compte tenu du contexte, c'était un métier qui rapportait beaucoup d'argent et le jeu en valait la chandelle.

On pouvait encore s'enfuir en bateau par la mer [43, f.220]. La police annonçait, en 1934, que la garnison de l'Île des Serpents avait capturé une embarcation avec 13 Bulgares à bord qui se dirigeaient vers la rive soviétique [46, f.162]. En août 1938, le vaisseau Calinova, qui transportait 35 tonnes de farine depuis Cetatea Albă vers Tulcea, a traversé le Liman, en arrivant dans les eaux soviétiques, à Oviodopol. Le capitaine, d'origine russe et né dans le port soviétique, allait y débarquer et jamais en revenir. L'un de ses fils avait tenté de prendre la fuite en 1929, mais les Soviétiques l'avaient forcé à rebrousser chemin [47, f.32-33].

Cependant, les réfugiés parvenaient dans certaines situations à se procurer une barque pour quitter l'U.R.S.S., mais par la mer, pas par le Dniestr. En août 1931, à Sulina est arrivé un voilier barkas qui transportait cinq hommes et un enfant, tous venant de Odessa. Ils en étaient partis à cause de la pauvreté extrême [48, f.32].

Enfin, parmi les moyens de déplacement les moins conventionnelles on trouve aussi...le moulin! Les moulins flottants sont spécifiques au Dniestr et ils étaient utilisés aussi comme moyen de transport même si on ne savait pas exactement si ce n'étaient pas les Soviétiques qui avaient pris le moulin en otage [49, f.40].

Réfugiés et transfuges

Il est impossible de dresser une typologie précise des réfugiés et des transfuges vu que nous manquons de données centralisées. A première vue, on est déconcerté par le sort violent des ceux qui recourent à de tels gestes. La mort était une réalité quotidienne sur le Dniestr et ceux qui réussissaient à passer de l'autre côté étaient probablement une minorité chanceuse.

Une partie des réfugiés étaient des Roumains de Transnistrie [50, p.107]. On aurait du mal à prouver l'existence d'une propagande roumaine entre le Dniestr et le Bug qui ait présenté d'une manière attirante la patrie-mère et de toute façon, la réalité du contrôle sévère exercé par les autorités soviétiques nous contredirait tout de suite. Mais il est certain que les autorités ont encouragé même timidement la découverte de l'identité roumaine de Transnistrie [51].

L'époque du refuge de la noblesse et de la haute société russe a été très brève et en réalité, elle a évité la frontière roumaine. L'assaut final sur les derniers représentants de l'ancienne élite a été livré par le régime communiste à la fin des années '20. A partir de ce moment, il est inutile de chercher des gens éduqués du moins parmi les réfugiés soviétiques. La plupart d'entre eux étaient des paysans qui partaient n'ayant plus de quoi se nourrir.

On trouve rarement des cas plus spéciaux, par exemple, celui d'un prêtre et de sa famille qui avaient tenté en juillet 1931 de s'enfuir en Roumanie mais qui vont être tués par les garde-frontières. On ne sait pas si les coupables étaient des Soviétiques ou des Roumains car on avait tiré depuis les deux rives [52, f.25].

Le plus célèbre réfugié russe en Roumanie des années 30 a été, probablement, Ostap Bender. Dans les dernières pages du roman *Le Veau d'or*, le sympathique personnage des auteurs Ilf et Petrov essaie de sauver son million de roubles transformé en or et bijoux, en passant par la Grande Roumanie vers sa cible finale, l'Amérique du Sud. L'illusion de la réussite se dissipe au moment où il est battu par les garde-frontières roumains qui volent son trésor et le chasse à son point de départ, de l'autre côté du Dniestr [53, p.377].

Voilà un exemple typique d'événement, selon un rapport de la Préfecture du Département de Tighina, de mars 1932, cité déjà: «Pendant ces quinze jours, sont arrivés chez nous de Russie 120 hommes, femmes et enfants dont un homme et deux femmes ont été blessés par les coups de feu tirés par les garde-frontières russes [et] ils se trouvent maintenant à l'hôpital, une femme a été tuée et six personnes se sont noyées suite aux fissures de la glace. Le 25 mars un soldat russe de Tiraspol est arrivé chez nous» [54, f.42; v. și p.83].

Le mois de mars de cette année a été particulièrement sanglant. Dans une note informative de la police (de 12 mars 1932), on décrivait des situations très violentes: deux adultes et un enfant: l'enfant a été tué par les coups de feu tirés de la rive gauche; une mère avec ses cinq filles: la mère et trois filles se sont noyées alors que les deux autres filles, de 10 et 12 ans, arrivaient saines et sauvées en Roumanie. Six jours plus tard, on décrivait des cas similaires : deux filles, l'une de 18 ans et l'autre de 15 ans dont l'aînée a été tuée par balle; deux époux avec leurs quatre enfants et un neveu dont l'épouse tombe victime des coups de feu soviétiques [55, f.26 și 28]. De nouveau, au mois de juillet on décrivait la tentative de trois femmes, accompagnées

de deux enfants en bas âge: «Se faisant remarquer par des garde-frontières soviétiques, on a tiré sur elles, et deux en sont tombées. La troisième, avec les deux enfants, en échappant à l'attaque pour le moment, s'est réfugiée sur un îlot du Dniestr» [56, f.35].

L'année suivante, les services de surveillance continuaient à utiliser les armes à feu: «Le matin du 19 mai [1933], trois familles formées de 12 personnes ont quitté la Russie pour se réfugier en Bessarabie, en passant par la commune Neporatovca, du département de Hotin. Avant de gagner la rive roumaine, elles ont été vues par les sentinelles soviétiques qui, en ouvrant le feu, allaient tuer trois personnes et en blesser quatre alors que les cinq autres sont sorties indemnes et se sont livrées aux garde-frontières roumains [57, f.22].

Même si les garde-frontières soviétiques étaient très sévères quand il fallait appliquer les interdictions, utilisant souvent les armes, comme nous venons de préciser, ils n'ont pas été les seuls à le faire. Les Roumains tiraient tant sur ceux qui prenaient la fuite que sur ceux qui arrivaient, tout comme leurs homologues de la rive gauche. Un cas de décembre 1933 en témoigne: «Dans la nuit de 28 décembre 1933, un individu resté anonyme a passé le Dniestr en Russie devant le piquet de garde-frontières «Général Poetaș» du département de Orhei, sans être touché par les coups de feu tirés par les garde-frontières roumains. Arrivé sur la rive gauche du Dniestr, il a été tué par les garde-frontières soviétiques [58, f.38-39].

Les raisons qui expliquent de tels gestes sont souvent personnels. L'une des réfugiés «originaires d'Ismail s'était installée frauduleusement en Ukraine en 1931. [...] Elle l'avait fait parce qu'elle désirait revoir sa fille qui habitait à Kameneț-Podolski mais elle avait voulu en retourner à cause de la misère et de la famine» [59, f. 14]. Comme on peut voir, les raisons n'en étaient ni politiques, ni idéologiques. Le bulletin informatif mensuel de l'Inspectorat de gendarmes de Tchernivtsi de mars 1933 nous semble tout aussi éloquent dans ce sens: «Dans la nuit de 6 au 7 mars 1933 le nommé Maxim Topa, originaire d'Ukraine a franchi illégalement la frontière de l'Ukraine en Roumanie, par le village de Vitreanca, du département de Hotin, avec sa famille composée de neuf personnes en emportant aussi une vache qu'ils avaient encore dans leur ménage. Ils ont déclaré avoir fui en Roumanie à cause de la pauvreté et de la famine devenues insupportables» [60, f.258].

A part la catégorie particulière de ceux qu'on avait chargés de mission ou celle des communistes, les transfuges dans l'U.R.S.S. étaient mus par plusieurs intérêts. L'Union Soviétique était un très bon refuge pour ceux qui se trouvaient en marge de la légalité quoique leur avenir sur ces terres fût incertain. C'est là que s'installaient les dilapidateurs –comme c'était le cas du capitaine Zaharia Tupița du IIe Bataillon de pionniers de Focșani. Il avait essayé de prendre la fuite dans l'U.R.S.S. ayant constaté qu'il manquait 150 000 lei du budget du bataillon. Comme il avait à choisir entre le suicide et l'Union Soviétique, il a opté pour la deuxième variante [61, f.180, 184-185]. Les criminels aussi préféraient la même direction pour éviter la peine légale. Les gendarmes poursuivaient, dans l'été de l'année 1938, Petre Dobrâi, de la commune Babin, département de Hotin, qui avait traversé le Dniestr ayant battu à mort sa femme [62, f.281]. Une catégorie importante de transfuges était représentée par les déserteurs de l'armée roumaine (d'ailleurs ceux de l'Armée Rouge avaient cherché refuge en Roumanie, ainsi que nous venons de souligner). Selon une note informative de mars 1929, le GPU de Tiraspol auraient arrêté 18 anciens soldats roumains qui avaient déserté dans l'U.R.S.S. en octobre 1928 [63, f.2]. Il y a même une statistique réalisée par l'Inspectorat Général de la Gendarmerie [64, f.64 verso], d'où l'on tire la conclusion que le phénomène s'était aggravé dans la deuxième moitié des années '30:

	1931	1932	1933	1934	1935
L'Inspectorat Régional de Gendarmes de Chișinău	1	5	3	2	24
L'Inspectorat Régional de Gendarmes de Tchernivtsi	9	1	1	3	47

Les cas de désertion vont se répéter les années suivantes, les soldats de Bessarabie et de Bucovine, donc plus familiarisés avec l'idée du voisin de l'Est, étant plus favorables à cette option [65, f.35]. Mais il y avait aussi des Roumains de souche et des Juifs [66, f.46], des Ukrainiens etc. Dans *Indexul tuturor problemelor ce impun o activitate informativă* (L'Index de tous les problèmes qui requièrent une activité d'information) mis au point par les gendarmes, on affirmait qu'en 1939, seulement par le segment de frontière qui se trouvait dans le département de Cetatea Albă, 42 personnes s'étaient enfuies dans l'U.R.S.S., dont six des soldats ou des garde-frontières. Leur âge allait de 18 à 26 ans et il n'y avait que des hommes [67, f.184 verso, 188 verso – 191 verso]. A l'occasion de la découverte d'une organisation communiste locale, la légion de gendarmes de

Tchernivtsi précisait: «La propagande [communiste] visait le passage du plus grand nombre de jeunes en Russie afin d'être exemptés du service militaire car là, non seulement qu'ils ne sont pas obligés à accomplir leur service militaire, mais la vie est plus facile et les possibilités d'ascension sociale sont plus considérables qu'en Roumanie de même qu'on peut devenir propriétaires de lots agricoles plus importants allant jusqu'à 40 hectares» [68, f.459].

Ce fragment montre que la propagande communiste comprenait mieux que les autorités la psychologie des habitants parce qu'elle savait exploiter les deux problèmes qui préoccupaient alors toute jeune recrue: le rejet de l'institution abusive de l'armée et le besoin d'avoir des terrains agricoles. Ce fait ne doit pas être considéré pourtant comme l'apanage de l'espace roumain. Dans l'Ukraine subcarpatique occupée par les Magyars de l'ancienne Tchécoslovaquie, la fuite dans l'U.R.S.S. était une pratique très répandue surtout parmi les jeunes recrues ukrainiennes [69, f.164, 187].

Mais les communistes étaient impliqués dans l'organisation des réseaux de passage. «Cette organisation [communiste] aide aussi à faciliter le passage des individus qui viennent de Russie ou y partent et surtout de ceux qui s'enfuient dans l'U.R.S.S. pour se soustraire au service militaire» [70, f.218]. Le poste de radio Tiraspol où l'on employé le roumain, faisait lui aussi une propagande ouverte pour le refuge sur la rive gauche du Dniestr, extrêmement savoureuse et rappelant le futur idéal de l'homme nouveau: «En Moldavie, un certain Ioan Ionaș et sa femme Dochița, vivaient depuis plusieurs années dans une misère noire. Mais à un moment donné, ils ont décidé de traverser le Dniestr pour aller vivre dans l'U.R.S.S., en emmenant aussi leurs enfants, une fille et un garçon. Une fois arrivés en territoire soviétique le garçon était entré dans l'Armée Rouge et la fille dans un kolkhoze pour travailler. Aujourd'hui le garçon est gradé, la fille est conductrice de tracteur et les vieillards vivent heureux et contents» [71, f.428-429].

La contradiction visible entre les deux messages de propagande passe inobservée. On pouvait atteindre le bonheur en se faisant embaucher comme conducteur de tracteur! Probablement que même cette image attirait la population vivant en misère.

On peut trouver des bribes de nouvelles sur la vie de ceux qui prenaient la fuite. Parfois les transfuges envoyaient des lettres à la maison, comme dans le cas d'un ancien habitant de la commune Vășcăuți, du département de Storjineț, qui avait écrit à ses parents que «si l'ami qui lui avait conseillé d'aller en Russie était près de lui, il le tuerait» [72, f.174]. Les lettres reçues d'une partie des ceux qui avaient franchi la frontière et qui étaient originaires de la ville de Vâlcov, département d'Ismail, démontraient qu'ils avaient été déportés dans les régions de la Volga et dans l'Oural. Même les auteurs du rapport de la police doutaient de leur adhésion sincère à l'idéologie communiste [73, f.230-231].

La vision nationaliste et antisémite des autorités de l'époque, selon laquelle seuls les minoritaires prenaient la fuite en Roumanie, par manque de patriotisme, mais aussi parce qu'ils auraient joui de l'appui du parti communiste roumain, était contredite par des informations confidentielles prouvant que les soviétiques emprisonnaient tous les transfuges, qu'ils fussent des Juifs ou des Ukrainiens [74, f.648].

Ceux qui quittaient la Roumanie nourrissaient aussi l'espoir d'une vie meilleure, surtout à cause du chômage [75, f.65]. Les leaders de l'Union Soviétique affirmaient partout, et la presse roumaine relayaient ces nouvelles, que le régime communiste avait éradiqué une fois pour toutes le chômage. Donc, ce pays pouvait attirer ceux qui n'avaient pas du travail. Représentatif dans ce sens nous semble être le cas d'un Allemand, Flieger Roman, qui était venu en Roumanie en 1935, dans le but précis de partir dans l'Est. A Tighina, il avait appris chez le coiffeur (!) comment on pouvait passer de l'autre côté, mais l'essayant lui aussi, il avait été arrêté sur la rive par les garde-frontières roumains. Lors de l'enquête, il a déclaré qu'il voulait émigrer pour éviter le chômage. Les autorités soupçonnaient qu'il était un des communistes allemands qui essayaient d'échapper au régime de Hitler. Mais à Tighina, il rencontre quelques réfugiés qui lui décrivent la réalité soviétique de façon assez réaliste, de sorte qu'il renonce à l'idée d'aller dans l'Est [76, f. 3 verso, f. 11]. Il n'avait pas été le seul communiste allemand à avoir cherché asile dans la patrie des prolétaires pour fuir le gouvernement nazi, installé en 1933. L'été de la même année, on avait retenu deux citoyens allemands qui ont essayé de gagner le Dniestr [77, f.48]. La relation d'un autre Allemand sur sa tentative illégale de franchir la frontière vers l'Est nous permet de déduire que cette route était non seulement recherchée mais aussi renommée. Avant d'être arrêté – il était déjà arrivé à Cetatea Albă –, il avait fait le chemin en demandant aux passants comment on peut s'enfuir dans l'U.R.S.S. Des soldats roumains rencontrés dans une gare [78, f.74] l'avaient guidé avec amabilité!

Dans une note de février 1940 on cite 26 cas de passages frauduleux de la frontière. Il s'agissait dans tous ces cas de Russes et de Juifs, de condition modeste et inférieure (ouvriers, chômeurs, une prostituée etc.), beaucoup de militaires. A cette occasion, la police trouve une explication pour le moins intéressante de ce phénomène: «A partir des recherches menées jusqu'à présent il ressort que ceux – ci ont choisi la Russie soviétique animés par des sentiments hostiles envers notre pays, alors que d'autres [sont] dépourvus de moyens et de ménage et plus encore, ils n'ont pas des métiers bien définis, ne pouvant pas s'adapter à la vie de notre pays» [79, f.232-234]. Cette description peut être considérée comme le portrait-type du transfuge, tel qu'il était vu par les autorités roumaines de l'époque. Il était un paria, éventuellement immoral, le plus souvent faisant partie d'une minorité ethnique. Evidemment, il y avait aussi des exceptions, mais elles n'ont pas changé l'opinion courante. En janvier 1934, l'instituteur de la commune Jora, du département de Orhei, s'est enfui en U.R.S.S. Sa femme et son enfant l'ont suivi [80, f.49].

Un cas un peu plus spécial est celui de Vasile Afratov, originaire de Suboceca, de la R.S.S. Ukrainienne, qui avait réussi à se réfugier dans la commune Babin, du département de Hotin. Le 7 juillet 1938, il retourne illégalement dans l'U.R.S.S. pour de sérieuses raisons sentimentaux: Tania Toloșneac l'avait quitté et dans la lettre laissée avant de partir dans l'U.R.S.S. il l'accusait de sorcellerie – elle lui avait jeté un sort, disait-il. On reproduit un court fragment de cette lettre particulièrement savoureuse: «J'ai bien vécu en Roumanie mais à cause de Tanea je suis obligé de retourner dans les mains des communistes. Il vaut mieux être tué par les communistes et risquer ma peau que de me laisser avoir par cette salope et d'être son con. Elle voulait vivre à mes crochets, elle voulait ne rien faire toute la journée, elle feignait toujours d'être malade alors qu'elle se donnait à d'autres» [81, f.257]. Mais on en déduit qu'on savait très bien quelles pourraient être les conséquences de la fuite dans l'Union Soviétique.

Il n'est pas très difficile de découvrir les mécanismes de la décision personnelle de partir dans l'U.R.S.S. D'un endroit à l'autre, grâce au bouche à oreille, cette idée faisait tache d'huile et sur fonds de mécontentement général – La Grande Roumanie n'était pas le meilleur des mondes possibles –, on trouvait des raisons pour s'enfuir. «Pendant son congé, Rotaru Luca, originaire du faubourg de Slobozia – Bălți, avait fait la connaissance d'Alexei Pașnic, qui travaillait dans la ville de Bălți et qui l'avait convaincu de traverser ensemble le Dniestr vers l'U.R.S.S., car les deux amis qu'il avait là, lui avaient écrit qu'ils vivaient très bien en Russie». Tous les trois (Pașnic avait emmené aussi son frère) vont essayer de traverser ensemble le Dniestr. Rotaru, soldat dans le Régiment de Garde-frontières Corabia, a été tué par balle et les deux autres arrêtés [82, f.49]. Donc, l'idée est née d'une discussion entre deux amis d'âges proches. Aucun ne connaissait vraiment la réalité soviétique mais ils se faisaient part des informations apprises des sources secondaires et incertaines. Probablement que cette situation ressemblait, toutes proportions gardées, à la migration actuelle dans les pays sud-européens. Dans les petites localités, où l'influence des rumeurs est très grande, on prend la décision, influencé par les nouvelles qui circulent d'homme à homme sur les possibilités d'avoir une vie meilleure dans d'autres pays, sur les cas concrets de réussite.

Le phénomène du retour est non moins intéressant. En principe, une fois arrivés à la rive gauche, le sort des transfuges était scellée. Pourtant, il arrive que ceux qui sont passés de l'autre côté puissent revenir dans le lieu d'origine. Les autorités roumaines soupçonnaient ceux qui en revenaient qu'ils étaient devenus des agents et qu'ils étaient chargés de mission secrète. Ce qui était souvent valable mais pas toujours. Par exemple, au mois de janvier 1934, parmi 11 réfugiés, cinq revenaient chez eux. On a du mal à croire que tous étaient à la solde des services secrets soviétiques, vu que leur âge allait de 7 à 31 ans [83, f.49-50].

Vu les nombreux incidents de frontière, l'interdiction de la navigation et de la pêche mais surtout la situation grave des réfugiés, en novembre 1923 on a signé *Le Règlement concernant les mesures et le procédé à employer pour prévenir et aplanir les conflits sur le Dniestr* [84, f.207-212]. Celui-ci disposait la mise en place d'une Commission Mixte centrale roumaine-soviétique et des commissions mixtes locales. Les principaux cas débattus devant ces instances ont été les réfugiés et les transfuges. La Commission Mixte a rarement représenté une bouée de sauvetage pour ceux qui voulaient rester en Roumanie. Souvent, cette institution a décidé l'expulsion de ceux qui arrivaient dans le pays, malgré toutes les conséquences affreuses pour ceux-ci. C'est un phénomène rencontré des deux côtés et quelque bizarre que cela puisse paraître, même les Soviétiques ont employé cette méthode surtout après la reprise des relations diplomatiques entre Moscou et Bucarest, en 1934. Toutefois des exemples de personnes ayant retourné par ordre soviétique, il y en a eu à partir des années '20. Un certain Alexei Cosmarovschi est parti voir ses parents mais les Soviétiques ne lui ont pas accordé droit de séjour de sorte qu'il a dû retourner en Roumanie [85, c.298]. Le 21 mars 1928, les Soviétiques

de la Commission Mixte no. 3, siégeant à Tighina, «avaient livré à la délégation roumaine 19 réfugiés qui s'étaient enfuis de Bessarabie en Russie pendant l'hiver de 1928» [86, f.5]. Parfois on pratiquait une sorte d'échange : un réfugié en contrepartie d'un transfuge [87, f.11]. En juillet 1936, on a livré un soldat déserteur qui s'était enfui dans l'U.R.S.S., dans le mois de mai de la même année, «pour la cinquième fois» [88, f.19] (!). En fait, les citoyens roumains qui rentraient ne risquaient plus d'une amende et quelques dizaines de jours de prison, comme on déduit d'un jugement rendu par le Conseil de Guerre du IV^e Corps d'armée de Iași. Pour une telle infraction on avait infligé une punition de 15 jours de prison et une amende de 1 000 lei [89, f.76].

On ne peut pas dire la même chose sur les réfugiés auxquels on refusait l'asile sur la rive droite. On ne peut pas comprendre que ce comportement des autorités locales fût admis vu qu'on savait très bien quel allait être le sort des rapatriés: «Le 20 octobre [1932], suite aux dispositions de la Commission Mixte, les réfugiés Gheorghiiță Arion et Decuseară Luca ont été livrés aux autorités soviétiques. On pense qu'ils ont été tués par les autorités soviétiques car, peu après le départ de nos délégués, on a entendu des coups de feu et des cris. Gheorghiiță Arion avait prié nos délégués de ne pas le livrer car il savait qu'on allait le tuer par balle et il a voulu même se jeter dans le Dniestr.» [90, f.209 verso].

Donc, si on résumait la situation des transfuges et des réfugiés sur la frontière du Dniestr pendant l'entre-deux-guerres, on en tirerait quelques conclusions. La plupart des réfugiés en Roumanie étaient originaires de Transnistrie, dont certains parlaient même le roumain. Les principales raisons de leur geste étaient la pauvreté et la famine causées par début de la collectivisation de l'agriculture dans l' U.R.S.S. Nous n'avons pas rencontré des cas de refuge politique, à l'exception inachevée de la famille d'un prêtre. On ne peut pas parler d'une fascination particulière pour la Roumanie tout comme parler d'un type de patriotisme d'attraction ethnique dans ce contexte serait hasardé.

Les transfuges, nombreux eux aussi, partaient d'abord par idéalisme désirant voir de leurs propres yeux la dictature du prolétariat. Ils étaient des victimes de l'idéologie communiste ou de leurs convictions politiques. Cependant, les documents mentionnent l'existence à l'intérieur de la même catégorie des raisons économiques. Evidemment, il s'agit aussi d'autres victimes de la propagande soviétique qui pensaient que la vie dans l'Union Soviétique, où il n'y avait plus de chômage, pouvait être meilleure.

A part les transfuges-victimes – et les agents –, il y avait encore ceux qui cherchaient une échappatoire dans l' U.R.S.S. Parmi ceux-ci on retrouve les Allemands qui fuyaient le régime installé à Berlin en 1933 et qui utilisaient la Roumanie comme voie de passage vers la destination finale. Ou bien des citoyens roumains ayant commis des actions illégales (crimes, dilapidations) et qui essayaient d'échapper aux rigueurs de la loi en prenant la fuite.

Une autre grande catégorie de transfuges dans l'Union Soviétique était représentée par les déserteurs de l'armée roumaine et par ceux qui s'opposaient au recrutement. Ceux-ci se situent quelque part entre ceux qui avaient des problèmes avec la loi et les victimes de la propagande communiste.

Enfin, il y avait des personnes qui partaient pour différentes raisons: personnelles, vengeance, etc. Dans la décision de s'enfuir dans l'U.R.S.S. un rôle important revenait aux rumeurs.

On en déduit qu'il y avait très peu de raisons «positives» pour traverser le Dniestr et que la référence à l'autre type de société avait un contenu négatif. Cette société était regardée comme un lieu de toutes les possibilités et où tout était permis.

Les réfugiés et les transfuges étaient traités avec brutalité et manque de compassion sur les deux rives. Les crimes et les exécutions soviétiques dépassaient quand même en violence l'utilisation de l'armement existant par les garde-frontières roumains. Ainsi, les Soviétiques n'hésitaient pas à tuer les femmes et les enfants. En général, on peut affirmer que le passage du Dniestr était une expérience qui pouvait devenir fatale, les chances de survie étant assez faibles. Une fois qu'on l'avait fait, le processus était irréversible, exceptant quelques situations très rares. Le sort des transfuges était, en général, triste car ceux-ci tombaient souvent victimes de la répression communiste. Les autorités roumaines et soviétiques pratiquaient le rapatriement de ceux qui arrivaient illégalement sur les deux rives. En Roumanie la conséquence en était la prison. Dans l'Union Soviétique, la mort. On ne peut pas dire exactement qui étaient ceux qui choisissaient de traverser le fleuve. Il y avait des Roumains, des gens de Bessarabie ou de Transnistrie mais aussi des Ukrainiens, des Juifs etc. Ils étaient, pour la plupart, des pauvres. Ils voulaient tous se construire un autre type de vie, ils avaient un rêve, quel que fût la rive qu'ils choisissaient.

Les agents

Dans l'entre-deux-guerres il y a eu une vraie psychose de l'infiltration des agents soviétiques en Roumanie. Certes, le phénomène était largement justifié et reposait sur une réalité [91], mais on exagérait beaucoup. De l'autre côté du Dniestr on envoyait des agents tant de Roumanie que de l'U.R.S.S. Les agents envoyés de Roumanie étaient au service de la Siguranța, mais surtout du Grand Etat-Major de l'armée et d'autres services secrets occidentaux, alliés du gouvernement roumain.

Un cas spécial a été celui du prince russe Pavel Dolgorukov [92, p.144-173]. Aristocrate authentique, membre de l'ancien Parti Cadet, le monarchiste exilé a voulu aller dans l'Union Soviétique pour voir de ses propres yeux les transformations sociales mais aussi ayant le désir secret de mettre au point un réseau de conspirateurs pour renverser le régime communiste. A part ces desiderats, Dolgorukov remplissait aussi une mission, probablement informative, au service de la Grande-Bretagne qui le finançait en même temps. L'émigrant blanc va raconter ses expériences dans ce pays dans un manuscrit; les archives de Bucarest en ont gardé la traduction en roumain. C'est la seule relation sur la manière dont on traversait le Dniestr. La Sûreté de l'Etat l'a aidé à partir dans l'U.R.S.S., s'agissant d'un service rendu aux alliés britanniques. Dolgorukov va raconter, dans des pages pleines de charme, cette dangereuse expédition: «Le brouillard enveloppe ce Dniestr sanglant qui a englouti tant d'offrandes, et qui le fait encore» [93, p.154]. L'ancien prince a survécu au passage du fleuve mais non pas au voyage. Il a été arrêté et exécuté [94, p.207-208].

Les fonds que nous avons examinés ne peuvent contenir des données certaines sur les agents parce que les institutions en question ne s'occupaient pas de telles affaires. Cependant, certains documents nous fournissent de façon indirecte des nouvelles sur l'espionnage. En commentant quelques actes de vandalisme commis dans les départements de Hotin et de Soroca, dont les auteurs étaient soupçonnés d'être communistes, une note du S.S.I. précisait que la population locale soupçonnait les sympathisants de la Ligue de la Défense Nationale-Chrétienne ou les agents soviétiques qui avaient agi «pour semer la panique». «On a pris des mesures pour vérifier la deuxième supposition de l'autre côté du Dniestr», concluait le service d'informations, en prouvant ainsi qu'il était capable d'agir en Transnistrie [95, f. 4]. En informant sur un banal cas de refuge, la Direction Générale de la Police notait: «on est intervenu auprès de la Commission Mixte Centrale pour accorder le refuge au réfugié Cozlov Gheorghe, car il était employé par monsieur le major Ștefănescu Gheorghe, le chef du centre d'informations du Grand Etat-Major [de] Chișinău.» [96, f.6] Evidemment, nous avons affaire à quelqu'un qui se trouvait au service de la police secrète.

Les réfugiés étaient suspectés *in corpore* d'avoir exercé des missions d'espionnage et de terrorisme, d'avoir ébranlé le système politique de Roumanie, etc. En 1935, on a décidé que «les réfugiés de l'autre côté du Dniestr [...] seront livrés pour l'interrogatoire aux centres et aux sous-centres d'informations du Grand Etat Major» [97, f.174].

On détient un peu plus d'informations sur les personnes suspectées d'espionnage en Roumanie. A l'époque, la majorité étaient considérées comme des courriers chargés, en théorie, de transmettre des messages, de l'argent, des instructions aux réseaux déjà installés. Ils pouvaient parfois être retenus comme ce fut le cas de Baci Pavel, arrêté tout de suite après avoir traversé le Dniestr. On a trouvé sur lui un pigeon voyageur mais aussi de l'armement [98, f.100].

Autrefois, on découvrait des événements qui avaient pour seule explication l'existence des centres d'espionnage, comme dans ce cas où «la patrouille de garde-frontières du piquet Volozlova [département de Hotin] a tué par balle un individu habillé en uniforme militaire russe lorsqu'il voulait passer le Dniestr vers l'Ukraine» [99, f.32].

La légion de gendarmes Rădăuți avait abouti à la conclusion que les Soviétiques enlevaient des citoyens roumains pour une certaine période, pour les rapatrier ensuite, car ils avaient besoin d'agents. Pour empêcher cela, ils ont pris des mesures pour que tous ceux qui avaient été arrêtés en Russie fussent surveillés de façon stricte et constante mais avec discrétion, vu qu'ils étaient tous d'origine ukrainienne [100, f.260]. Un «radelier», qui avait été retenu par les autorités soviétiques de frontière, racontait en décembre 1939, comment il avait été interrogé et forcé à signer une déclaration comme quoi il était arrivé là de sa pleine volonté: «Pendant qu'il faisait cette déclaration, on l'a invité à s'asseoir mais près de celui qui l'interrogeait, un soldat avait braqué son revolver chargé sur lui. [...] Pendant l'enquête, un officier au grade de lieutenant, d'origine ukrainienne, bel homme et parlant agréablement fit son apparition; ainsi [...] celui-ci a eu une influence sur la personne en question et maintenant à chaque fois il en parle, il le fait avec beaucoup de plaisir. Nous pensons donc que ce lieutenant avait convaincu cet habitant d'entrer au service des Russes.» [101, f.260].

En fait, nous pensons que cet habitant local a été parmi les premiers Roumains à faire la connaissance des méthodes soviétiques d'enquête qui, en moins de dix ans, seront importées et appliquées en Roumanie aussi.

Cette «invasion» d'agents était suivie avec grande attention, et on la comparait avec la situation des pays voisins. Ainsi, l'Inspectorat Régional de Police de Tchernivtsi a considéré comme nécessaire de faire ce communiqué: les autorités militaires de Pologne ont pris des mesures intenses à la frontière avec la Russie et elles [ont] renforcé l'effectif des garde-frontières pour entraver les démarches récentes des espions soviétiques» [102, f.27]. A son tour, le service allemand d'espionnage Abwehr a montré, dans une lettre adressée au S.S.I., son intérêt pour les passages illégaux de la frontière, mais de Roumanie vers l'Union Soviétique [103, f.90]. Le transfert d'agents – „courriers” – d'une partie dans l'autre, quelque nombreux qu'ils fussent, reste une exception parmi les passages illégaux du Dniestr.

Les incidents de frontière

Les violences commises sur les deux rives du fleuve ne sont pas restées sans écho dans l'opinion publique. Elles ont provoqué une indignation générale en Roumanie, qu'elles aient été commises par les autorités soviétiques ou par les autorités indigènes. Deux moments, les deux correspondant au début des années '30, ont marqué la conscience des contemporains.

Au début de l'année 1932, le premier scandale s'est produit. Le 9 janvier, à la frontière de Soroca, les garde-frontières roumains ont tué dix jeunes qui essayaient de s'enfuir dans l' U.R.S.S. La situation est devenue plus compliquées lorsqu'on a constaté que cinq d'entre eux étaient des Juifs. Parfois, les documents contenus dans les archives peuvent nous indiquer l'intérêt qu'on a accordé à l'époque à un certain sujet. Ainsi, le dossier no.109/1932 du Fonds la Direction Générale de la Police des Archives Nationales contient des informations relatives à cet événement. Des 181 feuilles qu'il recueille, 170 sont dédiées aux incidents. La presse a attaché beaucoup d'attention à ce moment, en adoptant en général un ton critique par rapport aux autorités. Seule l'extrême-droite a considéré que les garde-frontières avaient procédé correctement. Les journaux de gauche, ceux des minorités, des partis, les journaux d'information, tout comme les publications étrangères ont condamné la dureté de ce traitement². Dans certaines villes de Bessarabie mais aussi dans d'autres parts, des manifestations de solidarité avec les victimes ont eu lieu, considérées par les autorités comme antisémites [105, f.10]. «Nașa Reci», journal en langue russe à Bucarest, rétorquait à cette occasion que: «s'il y avait des communistes, il fallait les laisser partir chez les communistes car de toute façon ils ne seront jamais de citoyens utiles à l'Etat sans sentir sur leur peau les conséquences du communisme» [106, f.10]. Un détail intéressant a été dévoilé à l'occasion d'une interpellation adressée au gouvernement au sujet des décès du Dniestr. Dans le Parlement, on a évoqué les garde-frontières roumains tués sur le Dniestr. On avait avancé un chiffre énorme de 800 cas! [107, f.35].

Dans le cas des réfugiés aussi, on a enregistré un événement grave qui a attiré l'attention de l'opinion publique. En février 1932, devant la commune Olănești, du département de Cetatea Albă, un groupe immense de personnes provenant de Transnistrie ont essayé de traverser le fleuve en Bessarabie. 40 d'entre elles sont tombées victimes des coups des feu (on avait utilisé des mitrailleuses) tirés par les garde-frontières soviétiques [108, p.108]. Ce fut un carnage. Cette fois-ci, les autorités roumaines ont fait preuve d'esprit humanitaire. Les survivants ont été soignés, hébergés, et plus tard, on les a aidés à «se faire une situation», comme se rappelle le réfugié Ion Meleca³. Ils s'étaient enfuis à cause de la pauvreté extrême, et Meleca parce qu'il était le fils d'un paysan aisé (chiabur), donc membre d'une catégorie sociale condamnée par l'histoire et exécutée par les communistes. Même la Légation de Roumanie à Washington constatait, dans la revue de la presse américaine, que le massacre était décrit en détail [109, f.112]. L'Etat roumain n'a pu prendre aucune mesure qui aille dans le sens d'une protestation officielle, car la Roumanie n'avait pas reconnu le régime politique installé à Moscou. En revanche, on a essayé de porter plusieurs protestations auprès de la Société des Nations. Au mois d'avril de cette année, quelques organisations féminines roumaines ont adressé un mémoire au Conseil International des Femmes de la Société des Nations [110, f.9-10].

Au début des années '20, le géographe français Emmanuel de Martonne a visité la Roumanie passant aussi par la Bessarabie. Dans son texte il décrivait une zone de guerre: «Le pays est encore sous le régime de l'occupation militaire; le Dniester est un front de guerre, derrière lequel les bataillons s'échelonnent en profon-

² Il y a même un article là dessus dans „Leningradskaia Pravda”! [104, passim].

³ Entretien de 7 avril 2008, de l'auteur avec mme Leontina Nițelea-Beniuc, originaire de la ville de Olănești qui a connu Ion Meleca.

deur campés dans les villages, et le long duquel circulent constamment des patrouilles. Chaque semaine, des bolchéviks passent et on en arrête porteurs des tracts, ou même de bombes; des attentats ont été commis plusieurs fois sur le chemin de fer, des agents de police ont été tués dans les rues de Kichinev pendant mon séjour [111, p.377].”

Le fait que, tout de suite après la reprise des relations diplomatiques entre la Roumanie et l'Union Soviétique, les incidents ont cessé brusquement [112, f.139 verso] nous amène à penser qu'il ne s'agissait pas d'accidents mais d'une politique délibérée visant à destabiliser la région. Au moment où les relations roumaines-soviétiques ont connu une nouvelle étape tendue, après 1937, une statistique nationale de ces incidents, réalisée l'année suivante à l'échelle du pays entier le montre très clairement. Il a eu ainsi: trois incidents armés à la frontière avec la Hongrie; deux à celle avec la Bulgarie; cinq à la frontière de l'est (d'habitude des actes de banditisme, passage frauduleux des fleuves frontières de Roumanie, saisie de barques et enlèvement de pêcheurs- citoyens roumains etc.) [113, f.84-88].

Les habitants locaux

Qu'est-ce qu'il représentait, en fin de compte, le pays de l'autre côté du Dniestr? La définition diffère en fonction de celui qui répond. Quoique cela semble macabre, on n'hésite pas à dénommer la rive soviétique la rive d'«au-delà». Gib I. Mihăescu le fait dans son roman: «Souvent, l'immense tableau de l'empire du silence s'ouvrait devant moi» [114, p.15]. Dans le mémoire adressé à la Société des Nations, les associations féminines décrivent ainsi ce monde dangereux: «Sur les ruines de l'ancien empire russe on a bâti *un autre monde*[souligné dans le texte original], mais, par malheur, ce monde menaçait la paix de l'Europe entière» [115, f. 9 verso]. Les journaux de l'époque faisaient une différence nette entre le pouvoir et le voisinage soviétiques. Le premier était loin et on l'associait ou bien au sensationnel ou bien à l'idéologie, cas où l'on adoptait l'attitude de l'opinion publique européenne-l'indifférence. Mais quand on se rapportait à la réalité immédiate, on utilisait la même image: «Tant de pauvres gens tombent victimes des mitrailleuses soviétiques à la frontière qui sépare les *deux mondes*[c'est nous qui soulignons]» [116, p.107].

La perspective des étrangers en était la même. Dorothy Hambury a visité la Roumanie en 1926, invitée par les autorités, écrivant sur la même région: «La Roumanie se sépare maintenant de la Russie Soviétique par le Dniestr qui démarque non seulement deux pays mais aussi deux mondes différents et deux conceptions de vie totalement opposées. D'un côté on voit la conception ancienne sur l'évolution progressive de l'humanité par les moyens pacifiques d'un Etat constitutionnel, de l'autre côté nous avons une nouvelle conception qui repose sur des moyens de destruction, sur la violence et la terreur» [117, f.77].

Même lorsqu'ils partageaient des conceptions politiques de gauche, les auteurs font référence à une ligne de démarcation nette. Philippe Lamour, avocat français venu pour défendre Petre Constantinescu-Iași dans son procès de 1935, avouait ses impressions dans le journal *L'Oeuvre*, dans son article intitulé *Prisons roumaines. Conseil de guerre*: «La Bessarabie, c'est le témoignage d'une Russie attardée, passionnément conservée dans sa crasse par ses nouveaux maîtres, comme une manifestation vigilante de leur haine pour l'URSS. [...] C'est un coin de Russie désuète, sauvée du bolchévisme par un Etat qui n'a, depuis, rien fait d'autre pour elle que de changer l'uniforme de l'armée qui l'occupe. Un seul souci: n'avoir rien de commun avec le monde transformé dont seul le Dniester sépare la Bessarabie. Il faut reconnaître que, dans cette tâche, l'Etat roumain a parfaitement réussi. De l'ancien Empire il a religieusement tout sauvegardé: les popes, la misère, les barbes incultes et les pieds sales. Et aussi les méthodes de gouvernement» [118, c.665].

En ce qui concerne les habitants, leurs sentiments envers la rive de Transnistrie étaient complexes. Certainement, ils avaient une sorte de nostalgie par rapport au passé beau et idéalisé, vision fautive vu qu'on a affaire à la Russie ancienne, le plus arriéré des pays européens. Mais l'Union avait apporté beaucoup de désillusions, quoique nous croyions que la vie en Bessarabie roumaine était meilleure que celle d'avant la Première Guerre mondiale.

Il y avait beaucoup de communistes parmi les habitants mais la majorité rejetaient ce courant politique. Au contraire, l'extrême-droite antisémite comptait le plus de sympathisants. Le climat tendu et les violences ont marqué l'imaginaire collectif des Bessarabiens de l'époque. Pour eux, les conflits de la frontière n'étaient pas des nouvelles mais une réalité immédiate et tangible. Pour beaucoup, la frontière avait séparé des familles entières. En voilà un exemple: «Le 28 juillet 1928, la nommée Clara Levit, âgée de 22 ans, domiciliée dans la commune Delacheu, du département de Tighina, a été surprise en train de parler avec un de ses parents habitant sur l'autre rive du Dniestr, et a été conduit au bataillon de garde-frontières Corjevo; on lui a dressé

un procès verbal et on l'a envoyée auprès du Conseil de Guerre du IIIe Corps d'armée de Kishnev. Après sa déclaration, la conversation a eu un caractère familial, et les questions qu'on lui a posées des deux côtés du Dniestr concernaient les membres de sa famille, on voulait savoir où ils vivaient, s'ils vivaient encore et ce qu'ils faisaient» [119, f.51].

Pendant les années de forte tension, les riverains ont été témoins de ces événements: «Pendant la nuit de 25 février [1932], devant la ville de Tighina, sur la rive soviétique on a entendu des coups de feu et des grenades exploser. La population de la ville, effarée par ce bruit s'est rassemblée au bord du Dniestr d'où l'on pouvait entendre des cris horribles de femmes et d'enfants. Quoiqu'on n'ait vu aucun réfugié[...], on supposa qu'un autre groupe de réfugiés qui avaient l'intention de s'installer en Bessarabie avaient été surpris et tués par les patrouilles soviétiques» [120, f.21].

Les autorités soviétiques faisaient des efforts pour présenter la situation de la rive gauche sous le meilleur jour possible: «Avant la ville de Rezina on trouve la localité Râmnicioara. Elle est bien illuminée. Là, on entend la musique [sic!] chaque soir et la population de Rezina se couche les fenêtres ouvertes pour laisser pénétrer à l'intérieur ces chansons qui sont un argument très convaincant pour ceux qui préfèrent le régime communiste» [121, f.57].

Cependant, les gendarmes considéraient que les habitants de la rive roumaine «non seulement ne désiraient pas le régime communiste mais ils en avaient peur» [122, f.60].

L'image impénétrable «du monde du mal» était répandue aussi parmi les habitants. Maria Pelivan, la femme de l'un des dirigeants de l'Union, écrivait à la princesse Alexandrina Cantacuzino, de Kishnev, le 24 août 1938: «Nous avons été ces jours sur la rive du Dniestr et sur l'île Carolina, que la fantaisie de la nature a transformée en presque île, pour nous unir plus à la rive russe. On n'apercevait aucun mouvement dans les villages étrangers, tout semblait désert, aucun chien n'aboyait. Que s'y passe-t-il?» [123, passim]. L'impression d'un monde abandonné, mort dominait donc.

Conclusion

Au fil de cette étude, nous avons essayé de présenter la réalité de la frontière sur le Dniestr à partir de 1918 jusqu'en 1940. Nous avons envisagé cette frontière d'un point de vue humain et imaginaire plutôt. Cette région a subi des changements politiques majeurs à la fin de la Première guerre mondiale, lorsque la Roumanie a été coupée en deux par le Dniestr. L'aggravation des relations politiques entre la Roumanie et le jeune Etat soviétique a mené à l'interruption de toute relation entre les deux rives, non seulement du point de vue officiel mais aussi, dans la vie quotidienne. Les habitants se sont retrouvés dans l'impossibilité de communiquer avec leurs voisins mais aussi avec leurs parents. Malgré le passage du temps, une sorte d'inertie du souvenir de l'ancienne communauté unitaire continuait d'exister. Comme le constatait Anssi Paasi dans son article publié dans le volume *Contested Territory. Border Disputes at the Edge of the Former Soviet Empire, Studies of Communism in Transition*, „the generations which have experienced their old community, the establishment of a new border [...] may still keep the memories of the old community as part of their territorial identity” [124, p.55].

Nous avons divisé en deux catégories principales ceux qui avaient un rapport avec la frontière: *des transfrontaliers* – on a évité les termes qui auraient fait penser à des trusimes – et *les habitants locaux*. Les premiers à leur tour, étaient divisés en – *transfuges*, *réfugiés* et *agents*. En faisant la différence entre les catégories qu'on vient de mentionner, nous avons montré que les transfuges étaient ceux qui fuyaient la Roumanie pour aller dans l'Union Soviétique pour des raisons politiques, par idéalisme, pour échapper aux conséquences des poursuites judiciaires, parfois pour des raisons économiques et souvent, pour éviter le service militaire dans l'armée roumaine. Les réfugiés venaient en Roumanie surtout pour des raisons économiques, les plus grand nombre de passages illégaux de la frontière ayant été enregistrés au début des années '30, lorsque les conditions sociales et politiques sont devenues tout à coup pires dans l'U.R.S.S., car Stalin avait démarré la collectivisation forcée de l'agriculture.

Les passages du fleuve ont mené à des incidents violents, qui ont fini par des centaines de morts et de blessés, car les autorités des deux rives ont employé des armes même si les Soviétiques allaient utiliser aussi des mitrailleuses.

Enfin, nous avons décrit la façon dont les habitants locaux voyaient la situation tendue de la frontière. La majorité pensaient que la rive soviétique était une sorte d'«au-delà». Pour conclure, le Dniestr a été pendant l'entre-deux-guerres non seulement la frontière entre deux Etats mais aussi un mur entre deux monde rivaux

à la fois du point de vue territorial et politique, et comme toute barrière qui se voulait impénétrable, il a exercé une attraction particulière, mais souvent fatale.

Références:

1. *Identitate de frontieră în Europa lărgită. Perspective comparate* (Identité de frontière dans l'Europe étendue. Perspectives comparées). Bucarest: Polirom, f.1, 2008, p.67-92.
2. MIRONOV, Al.-M. And Quiet Flows the Dniester. Life and Death on the Romanian-Soviet border, 1918-1940. En: *Arhivele Totalitarismului*, vol. XIX (no.3-4/2011), p.32-58.
3. Les Archives Nationales Historiques Centrales (ANIC), Fonds Direction Générale de la Police (DGP), dossier no. 38/1926, f.73.
4. Voir à ce sujet: MIRONOV, Al.-M. *O problemă a Siguranței Statului: legăturile poștale cu U.R.S.S. în anii '30* (Un problème de la Sécurité de l'Etat: les communications postales avec l'U.R.S.S. En: *Arhivele Totalitarismului*, 2006, no.1-2, p.7-18.
5. ANIC, Fonds DGP, dossier no.108/1931, f.10 et 14.
6. Ibidem, dossier no.6/1932, f.94 et 100 verso.
7. Ibidem, f.42.
8. Ibidem, f.364.
9. Ibidem, dossier no.38/1926, f.73.
10. Ibidem, Fonds Inspectorat Général de la Gendarmerie (Central) (plus loin, IGJ), dossier no.9/1932, f.26.
11. Ibidem, Fonds DGP, dossier no.12/1932, f.187-188.
12. Ibidem, dossier no.2/1934, f.162.
13. Ibidem, f.139 verso et 239.
14. Ibidem, Fonds IGJ, dossier no.23/1935, f.104-105.
15. Ibidem, Fonds DGP, dossier no.5/1936, f.302-303.
16. Ibidem, Fonds IGJ, dossier no.26/1935, f.194.
17. Ibidem, dossier no.53/1936, f.74.
18. Ibidem, dossier no.44/1937, f.19-24.
19. Ibidem, dossier no.36/1935, f.262.
20. Ibidem, dossier no.33/1936, f.105, 107-111, 115 et 120.
21. Ibidem, dossier no.18/1937, f.42.
22. Ibidem, f.74-75.
23. Ibidem, dossier no.19/1937, f.21.
24. Ibidem, Fonds DGP, dossier no.111/1938, f.2-3 verso.
25. Ibidem, dossier no.24/1938, f.88.
26. Ibidem, Fonds IGJ, dossier no.71/1939, f.10-11.
27. Ibidem, dossier no.45/1939, f.42-47.
28. Ibidem, dossier no.16/1939, f.53.
29. Ibidem, Fonds DGP, dossier no.7/1935, f.24.
30. Pour plus de de détails sur cette période, voir: MIRONOV Alexandru-Murad, *Mișcări de populație și zvonuri la fosta frontieră poloneză cu România, 1939-1940*, (Mouvements de la population et rumeurs à l'ancienne frontière polonaise avec la Roumanie) in „Arhivele Totalitarismului”, no.52-53 (3-4/2006), p.27-38.
31. *Ibidem*, p.30.
32. CONQUEST, R. *The Harvest of Sorrow. Soviet Collectivisation and the Terror-Famine*. Londra: Pimlico, 2002, p.306.
33. ANIC, Fonds DGP, dossier no.108/1931, f.24.
34. Sur la reprise des relations, voir aussi: MIRONOV, Al.-M. 1934. Deschiderea de legații la București și Moscova (1934. L'ouverture des légations à Bucarest et à Moscou). En: *Magazin istoric*, année XXXIV, no.5 (398)/mai 2000, p.60-64.
35. BOIA, L. *România, țară de frontieră a Europei*. Bucarest: Humanitas, 2002, p.98.
36. MORARU, P. *La hotarul românesc al Europei. Din istoria Siguranței Generale în Basarabia, 1918-1940*. l'Institut National pour l'Etude du Totalitarisme. Bucarest, 2008, p.61, 69-70, 156-158.
37. ANIC, Fonds IGJ, dossier no.64/1936, f.52.
38. Ibidem, dossier no.9/1932, f.26.
39. Ibidem, Fonds DGP, dossier no.108/1931, f.7.
40. Ibidem, dossier no.111/1932, f.22.
41. Ibidem, dossier no.100/1933, f.47 et 52.
42. Ibidem, Fonds IGJ, dossier no.18/1935, f.220.

43. Ibidem, dossier no.17/1935, f.61-62.
44. Ibidem, Fonds DGP, dossier no.282/1936, f.25.
45. Ibidem, dossier no.15/1938, f.220.
46. Ibidem, dossier no.95/1934, f.162.
47. Ibidem, dossier no.4/1938, f.32-33.
48. Ibidem, dossier no.108/1931, f.32.
49. Ibidem, dossier no.115/1930, f.40.
50. MORARU, P. *Op. cit.*, p.107.
51. ANIC, Fonds du Ministère de la Propagande Nationale – Presse interne, dossier no.119, passim.
52. Ibidem, Fonds DGP, dossier no.108/1931, f.25.
53. ILF, I., PETROV, E. *Vișelul de aur (Le Veau d'or)*. Bucarest: RAO, 1997, p.377.
54. ANIC, Fonds DGP, dossier no.6/1932, f.42; v. și p.83.
55. Ibidem, dossier no.111/1932, f.26 și 28.
56. Ibidem, f.35.
57. Ibidem, dossier no.100/1933, f.22.
58. Ibidem, dossier no.1/1934, f.38-39.
59. Ibidem, Fonds IGJ, dossier no.10/1933, f.14.
60. Ibidem, dossier no.8/1933, f.258.
61. Ibidem, dossier no.38/1940, f.180, 184-185.
62. Ibidem, Fonds IGJ, dossier no.19/1938, f.281.
63. Ibidem, Fonds DGP, dossier no.4/1929, f.2.
64. Ibidem, Fonds IGJ, dossier no.30/1935, f.64 verso.
65. Ibidem, Fonds DGP, dossier no.282/1936, f.35.
66. Ibidem, dossier no.4/1938, f.46.
67. Ibidem, Fonds IGJ, dossier no.37/1935, f.184 verso, 188 verso – 191 verso.
68. Ibidem, dossier no.5/1939, f.459.
69. Ibidem, Fonds DGP, dossier no.14/1939, f.164, 187.
70. Ibidem, Fonds IGJ, dossier no.18/1935, f.218.
71. Ibidem, dossier no.5/1939, f.428-429.
72. Ibidem, Fonds DGP, dossier no.26/1940, f.174.
73. Ibidem, dossier no.15/1918, vol.I, f.230-231.
74. Ibidem, Fonds IGJ, dossier no.5/1939, f.648.
75. Ibidem, Fonds DGP, dossier no.5/1936, f.65.
76. Ibidem, dossier no.210/1935, f.3 verso, f.11.
77. Ibidem, dossier no.100/1933, f.48.
78. Ibidem, dossier no.95/1934, f.74.
79. Ibidem, dossier no.20/1940, f.232-234.
80. Ibidem, dossier no.1/1934, f.49.
81. Ibidem, Fonds IGJ, dossier no.19/1938, f.257.
82. Ibidem, dossier no.33/1936, f.49.
83. Ibidem, Fonds DGP, dossier no.1/1934, f.49-50.
84. *Relațiile româno-sovietice. Documente*, vol.I: 1917-1934, édité par la Direction Archives diplomatiques du Ministère des Affaires Etrangères de la Roumanie et le Département historique-documentaire du Ministère des Affaires Etrangères de la Fédération Russe, rédacteur chargé de l'édition roumaine Dumitru Preda, Bucarest, Les Editions Encyclopédiques, 1999, doc.139, f.207-212.
85. ANIC, Fonds Comité Central du Parti Communiste Roumain (Archives historiques) – Dossiers personnels des Combattants antifascistes (plus loin CC PCR – Antifascistes), rola nr.497, c.298.
86. Ibidem, Fonds DGP, dossier no.36/1925, f.5.
87. Ibidem, dossier no.2/1934, f.11.
88. Ibidem, dossier no.282/1936, f.19.
89. Ibidem, Fonds IGJ, dossier no.33/1936, f.76.
90. Ibidem, Fonds DGP, dossier no.9/1932, f.209 verso.
91. Voir à ce sujet les travaux de TRONCOTĂ Cristian. *Eugen Cristescu – asul serviciilor secrete românești, 1916-1944. Memorii, mărturii, documente* (Eugen Cristescu – l'atout des services secrets roumains, Mémoires, témoignages, documents), Bucarest, R.A.I, 1995; et Idem. *Mihail Moruzov și frontul secret*. (Mihail Moruzov et le front secret), Bucarest: Elion, 2004.

92. Voir MIRONOV, Al.-M. Un prinț în Țara Sovietelor: misiunea lui Pavel Dolgorukov în U.R.S.S., 1926 (Un prince dans le Pays des Soviets: la mission de Pavel Dolgorukov dans l'URSS). En: *Arhivele Totalitarismului*, 2007, no.1-2, p.144-173.
93. Ibidem, p.154.
94. Les documents du NKVD, datant de 1940 et émis tout de suite après l'occupation de la Bessarabie indiquent qu'une personne ayant le même rang, nom et âge a été arrêtée et interrogée par les Soviétiques à Kishnev. On n'offre aucune information sur son sort ultérieur mais il est certain, dans ce cas, que la résolution rendue par la Sûreté Générale („en Juillet 1926, celui-ci fut arrêté par les Soviétiques et enfermé à Harkov, étant accusé d'espionnage, après quoi il fut exécuté" – ANIC, Fonds DGP, dossier no. 67/1927, f. 36-37) a été erronée ou bien elle a été une tentative de cacher son existence – *Organî gosudarstvenoi bezopasnosti SSSR v Velikoi Otecestvenoi voine (Organii gosudarstvennoi bezopasnosti CCCP v Velikoi Otecestvennoi voine – Organele securității statului din U.R.S.S. în Marele Război pentru apărarea patriei – Les Organes de la sécurité de l'Etat de l' U.R.S.S)*, recueil de documents rédigés par S.V. Stepașin, vol. I, Ière partie, „Kniga i biznis", Moscou, 1995, p.207-208.
95. ANIC, Fonds Présidence du Conseil des Ministres – Le Service Secret d'Informations (plus loin PCM – SSI), dossier no.1/1926, f.4.
96. Ibidem, Fonds DGP, dossier no.108/1934, f.6.
97. Ibidem, Fonds IGJ, dossier no.2/1935, f.174.
98. Ibidem, Fonds DGP, dossier no.100/1933, f.100.
99. Ibidem, f.32.
100. Ibidem, Fonds IGJ, dossier no.76/1939, f.260.
101. Ibidem, f.323.
102. Ibidem, Fonds DGP, dossier no.111/1938, f.27.
103. Ibidem, Fonds PCM – SSI, dossier no.24/1937, f.90.
104. Ibidem, Fonds DGP, dossier no.109/1932, passim.
105. Ibidem, Fonds PCM – SSI, dossier no.21/1934, f.10.
106. Ibidem, Fonds DGP, dossier no.109/1932, f.41 verso.
107. Ibidem, f.35.
108. MORARU, P. *Op. cit.*, p.108.
109. ANIC, Fonds DGP, dossier no.109/1932, f.112.
110. Ibidem, Fonds Familial Cantacuzino, dossier no.166, f.9-10.
111. *Minoritățile naționale din România. Documente* (Les minorités nationales de Roumanie) vol.I: 1918-1925, édité par Ioan Scurtu (coord.) et Liviu Boar, Les Archives de l'Etat de Roumanie, Bucarest, 1995, doc. no.80, p.377.
112. ANIC, Fonds DGP, dossier no.2/1934, f.139 verso.
113. Ibidem, dossier no.24/1938, f.84-88.
114. MIHĂESCU, G.I. *Rusoaica. Bordeiul pe Nistru al locotenentului Ragaiaic*. București, Gramar, col. „100 + 1 capodopere ale romanului românesc", 2004, p.15. (notre traduction).
115. ANIC, Fonds Familial Cantacuzino, dossier no.166, f.9 verso.
116. Apud MORARU, P. *Op. cit.*, p.107.
117. ANIC, Fonds DGP, dossier no.67/1927, article écrit par HAMBURY Dorothy, *România nouă*, dans le recueil *The XIXth Century and After, 1877-1927*, f.77.
118. Ibidem, Fonds CPCP – Antifasciști, r.480, c.665.
119. Ibidem, Fonds DGP, dossier no.157/1928, f.51.
120. Ibidem, dossier no.111/1932, f. 21.
121. Ibidem, Fonds IGJ, dossier no.17/1935, f.57.
122. Ibidem, f.60.
123. Ibidem, Fonds Familial Cantacuzino, dossier no.393, passim.
124. PAASI, A. Constructing Territories, Boundaries and Regional Identities. In: Tuomas Forsberg (éd.), *Contested Territory. Border Disputes at the Edge of the Former Soviet Empire, Studies of Communism in Transition*. Edward Elgar, Aldershot, 1995, p.55.

Prezentat la 22.12.2017